

# Le pouvoir aux travailleurs

24 NOV 1976

N° 40

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- BEDIE TEND LA MAIN A L'OPPOSITION POUR MIEUX TROMPER LES TRAVAILLEURS .....	2 - 3
- BAISSSE DU PRIX DU CAFE: LES PRODUCTEURS ENCORE VICTIMES DE LA LOI AVEUGLE DU MARCHÉ .....	4 - 5
- DES SANCTIONS POUR UN "COUP D'ETAT" OU POUR UNE INDISCIPLINE? .....	5 - 6
- CONGRES DE L'OFFPI: GBAGBO PLACE SA NOUVELLE "AMAZONE" .....	6 - 7
- "LA COTE D'IVOIRE, UN ILOT DE PROSPERITE"... POUR LES RICHES .....	8 - 9
- LEUR JUSTICE! .....	9
- UNE SOCIETE POURRIE .....	10 - 11
- LES COURS DU CAFE, AU GRE DES INTERETS CAPITALISTES .....	11
- RENCONTRE F.A.O.: LE MONDE A L'ECOUTE DE BEDIE .....	12
- CELEBRATION DE LA "JOURNEE DE LA PAIX" .	12 - 13
- REGLEMENT DE COMPTE ENTRE IMAM, DOZOS ET POLICIERS .....	13 - 14
- L'HUMANITAIRE AU SERVICE DES PUISSANCES IMPERIALISTES .....	15 - 17

BÉDIÉ TEND LA MAIN  
À L'OPPOSITION  
POUR MIEUX TROMPER  
LES TRAVAILLEURS

Le 28 octobre dernier, lors du 10ème congrès du PDCI, Bédié annonçait son intention d'ouvrir son gouvernement à l'opposition.

Djeny Kobina et les dirigeants du RDR ont salué ouvertement ce qu'ils appellent les "avancées démocratiques" de Bédié, ne cachant pas leur joie de rejoindre le PDCI au pouvoir pour peu que celui-ci veuille bien leur céder une petite place.

Il n'y a rien de surprenant à cette réaction. Après tout le RDR est issu de fraîche date du PDCI. Son programme n'a rien de bien différent de celui du PDCI. Simplement que les dirigeants du RDR s'appuient sur les habitants des régions du Nord, pendant que leurs frères ennemis du PDCI sont davantage implantés chez les Akans.

Le 2 novembre, lors d'un meeting à Yopougon, Gbagbo le dirigeant du FPI n'a pas exclu l'hypothèse d'une participation de son parti au gouvernement si Bédié le souhaite. Mais Gbagbo veut donner l'impression qu'il n'accourt pas sur un simple coup de sifflet de Bédié. Alors tout en disant "asseyons-nous et discutons", il veut avoir l'air de quelqu'un qui pose des conditions.

Mais il n'a pas d'opposition de principe à accepter quelques tabourets ministériels sous l'autorité de Bédié et

pour appliquer la politique que celui-ci dictera.

Ainsi donc tout ce que Gbagbo souhaiterait de la part de Bédié c'est un petit "toiletage des institutions". Mais ce dont souffrent des millions de gens dans ce pays n'a rien à voir avec une bonne ou mauvaise constitution. Ce dont ils souffrent, c'est de la dégradation continue de leurs conditions de vie. De plus en plus de travailleurs sont jetés à la rue sans aucun recours. Ceux qui hier avaient un travail fixe sont obligés d'accepter des postes de journaliers à des conditions qui frisent l'esclavage.

Il y a à peine un peu plus de deux ans, les patrons étaient tenus de remplir quelques formalités auprès de l'OMOCI s'ils désiraient avoir recours à des journaliers. Ils devaient également respecter le salaire minimum garanti. Mais progressivement le gouvernement a démolit le peu de législation favorable aux travailleurs. A tel point que le chef des patrons français en visite récemment en Côte d'Ivoire vient de féliciter Kablan Dankan pour ses efforts en leur faveur.

Eh bien, c'est ce gouvernement entièrement voué à la cause patronale que Djény Kobina et Gbagbo sont prêts à soutenir demain, si Bédié juge nécessaire de recourir à leur complicité. Si un tel gouvernement se mettait en place, ce serait forcément pour mieux museler les travailleurs.

Les dirigeants de l'opposition dénoncent aujourd'hui quelques aspects de cette politique. Si demain ils obtiennent quelques places de ministres, ils rangeront leurs critiques dans leur poche et utiliseront tout leur poids pour faire tout accepter aux travailleurs.

Dans tous les cas, avec ou sans la participation de l'opposition au gouvernement, les travailleurs et tous les laissés-pour-compte de ce système dément, n'ont à attendre aucune amélioration de leur sort.

**BAISSE DU PRIX DU CAFE  
LES PRODUCTEURS ENCORE VICTIMES  
DE LA LOI AVEUGLE DU MARCHÉ**

Il y a deux semaines, le gouvernement a indiqué que le prix du kg de café pour la campagne 97 est passé de 700 à 500 FCFA. Il a dit que cette baisse du prix est due à une chute du cours mondial du café et qu'il lui a fallu faire de gros efforts pour limiter les dégâts. Mais cette explication ne change pas grand-chose aux conséquences dramatiques de cette baisse du prix pour les paysans.

Même avec le prix du kg qui était de 700 F, les paysans avaient déjà bien du mal à s'en sortir. Car compte tenu de la dévaluation du FCFA, ce prix n'a en fait vraiment pas augmenté le pouvoir d'achat du paysan. Maintenant, avec les 500F/kg, son pouvoir d'achat (en valeur absolue) est revenu au niveau catastrophique d'avant la dévaluation qui était de 250F/kg.

On se rappelle qu'à cette période, certains paysans, découragés par un prix aussi dérisoire, ont préféré laisser pourrir leur café que de le vendre. D'autres ont renoncé à la plantation des caféiers. C'est ce gâchis, provoqué par les capitalistes qui ont poussé les paysans au désespoir, qui a abouti au bout de quelques années à une baisse de la production du café et par-là même à une hausse du prix de ce produit. C'est ce que les capitalistes appellent la loi du marché, qui régle de façon mécanique l'offre et la demande.

Aujourd'hui, face à la baisse du prix du café, les paysans africains producteurs de café se

sont récemment rencontrés à Abidjan pour chercher les moyens de stabiliser les prix de cette denrée. Mais ils savent bien qu'ils ne disposent pas d'une grande marge de manoeuvre. Quand avant 1993, les cours mondiaux du café et du cacao restaient désespérément bas, ils avaient tenté de stocker une bonne partie de leurs produits afin de faire remonter les prix par une diminution de l'offre. Mais les résultats escomptés étaient nuls. Ce qui était principalement à l'origine de la baisse de la production était en fait l'abandon de la production du café et du cacao par bon nombre de paysans, comme nous l'avons déjà indiqué.

Alors, les paysans sont-ils condamnés au désespoir comme avant 1993 et qu'il n'y a rien à faire? Oui, si la société actuelle reste ce qu'elle est, c'est-à-dire une société où les produits échappent totalement à leurs producteurs et où la loi du marché se ramène en fait à la loi de la jungle. Car dans le cas des matières premières, ce sont les sociétés multinationales qui imposent leurs prix aux producteurs.

Pour pouvoir contrôler leurs produits et obtenir en échange une rémunération qui leur permette de vivre décemment, c'est toute la société qu'il faut changer. Car cette société fonctionne de façon vraiment absurde, pas seulement pour les paysans, mais aussi pour les travailleurs des villes. En effet, la même

surproduction des richesses qui est à la base de la ruine des paysans, c'est aussi elle qui crée le chômage et la misère en ville.

Une union des forces des travailleurs et des paysans s'impose pour lutter contre un système d'exploitation qui les empêche de vivre.

**DES SANCTIONS POUR UN "COUP D'ETAT" OU POUR UNE INDISCIPLINE?**

Le 18 novembre dernier, parmi les militaires incarcérés depuis un an pour "tentative de coup d'Etat", 7 ont été radiés de l'armée, 4 suspendus pendant 6 mois et 6 autres (reconnus "innocents" et donc emprisonnés pour rien pendant un an) réintégrés dans l'armée. L'ex-chef d'état-major, le général Robert Guéi, considéré comme le principal instigateur de ce "coup d'Etat", mais qui jusque-là n'est pas arrêté, sera entendu à son tour par un "conseil d'enquête".

Il y a un an, tout a commencé par le "nouveau" code électoral taillé sur mesure par Konan Bédié pour écarter son rival Alassane Ouattara et pour être sûr d'être élu. L'opposition qui était favorable à la candidature de ce dernier a exigé en vain l'annulation du code électoral. Alors elle a tenté d'empêcher l'élection présidentielle par un "boycott actif", durement réprimé. Il y a eu des morts, des blessés et de nombreuses arrestations.

Mais en septembre 1995, un mois avant l'élection présidentielle, face à l'épreuve de force entre le pouvoir et l'opposition, Robert Guéi a tenu à mettre tout le monde en garde: "Laissez l'armée en dehors de votre démocratie (...). Que celui qui allume le feu en Côte

d'Ivoire ne croit pas qu'il pourra s'échapper. Je ferai fermer les frontières et nous nous battons".

Le gouvernement qui comptait justement sur l'armée pour mater l'opposition et maintenir l'"ordre" ne pouvait pas accepter cette déclaration du chef d'état-major de l'époque. Il a pu interpréter ces propos non seulement comme une désobéissance à son égard, mais aussi comme une attitude favorable à l'opposition. Il n'en fallait pas plus pour limoger le général Guéi, juste avant l'élection présidentielle. Mais, peu de temps après son limogeage, il a été nommé ministre, alors que certains des militaires proches de lui ont été arrêtés.

Cette affaire vient de connaître un nouveau développement avec les sanctions prises lors du dernier conseil des ministres contre les militaires accusés de "complot", en attendant de décider du sort de Robert Guéi qui ne fait plus partie du gouvernement depuis plusieurs mois.

Il est peu probable que des militaires ivoiriens aient voulu faire un coup d'Etat sans le feu vert de la France qui dispose ici d'une présence militaire.

Or, pour le moment, celle-ci n'a aucune raison de retirer son appui à Bédié qui est un bon serviteur.

Alors, si le gouvernement a monté en épingle cette affaire de "complot", c'est pour prendre des sanctions sévères afin qu'elles aient une valeur d'exemple. D'autant plus que certains officiers supérieurs qui avaient quelques comptes à régler ou qui aspiraient tout simplement à monter en grade ont réclamé de

telles sanctions.

Le gouvernement a donc tenu à rappeler à l'armée qu'elle est là pour exécuter des ordres sans état d'âme. L'armée est un moyen de domination des riches sur les pauvres. Mais pour qu'elle soit efficace, elle doit faire preuve d'une discipline irréprochable. C'est ce que, pour l'avoir oublié, Robert Guéi et certains de ses proches collaborateurs sont en train de réapprendre à leurs dépens.

**CONGRES DE L'OFFPI :  
GBAGBO PLACE SA NOUVELLE  
"AMAZONE"**

Un congrès extraordinaire des femmes du FPI (OFFPI) se tient ce week-end à Bassam. Ce congrès fait suite aux dispositions prises par Gbagbo et les dirigeants fidèles à sa personne en juillet dernier lors du congrès du FPI.

Il faut, affirmaient-ils à cette occasion: "restructurer les structures spécialisées du parti".

En guise de restructuration Gbagbo veut mettre de l'ordre dans son écurie, destituer des postes clés les voix discordantes et placer ses hommes et ses femmes à la tête de chacune des structures liées au parti tel que l'organisation des femmes, celle de la jeunesse (JFPI), et le CURFP (Cellule Universitaire de Recherche et de Formation Politique).

Cela a commencé d'abord par la reprise en main du Comité de Contrôle, et par la mise à l'écart de Don Mello le chef de

la tendance "renaissance" qui a fait état officiellement de ses divergences avec le courant majoritaire de Gbagbo.

Guei Valère, la Secrétaire (sortante ?) de l'OFFPI n'est plus en odeur de sainteté. Elle se dit adhérente du courant "Renaissance" et déclare dans les journaux liés au pouvoir, son intention de vouloir se maintenir à son poste pour y "continuer le vrai combat pour le socialisme". Rien de moins.

D'entendre le mot "socialisme" dans la bouche de celle qui se veut "amazone" prêterait quelque peu à sourire.

En tout cas son "socialisme" ne l'empêche pas de garder des relations d'amitié avec le couple Bédié. Ce n'est là un secret pour personne car c'est elle-même qui en fait un étalage sans pudeur. Les embrassades sous les feux des caméras avec le couple Henri et

Henriette lors de son séjour à l'hôpital en 1995 avaient de quoi faire mourir de jalousie le couple Gbagbo qui n'a eu droit qu'à des visites de courtoisie des notables (hors Bédié) du pouvoir et du PDCI, lors de leur accident de la route en 1996.

Tous ces gens sont du même monde et ne diffèrent que quelque peu dans le langage.

La période électorale est loin derrière. Les futures consultations nationales hormis certains scrutins régionaux, ne sont que dans quelques années seulement. L'horizon électoral ne menace pas dans l'immédiat. Les dirigeants du FPI estiment sans doute propice le moment de répit actuel pour affûter leurs couteaux en plaçant des personnes sûres, sans état d'âme vis-à-vis des virages passés et ceux à venir, pour éviter de rééditer leur recul lors du scrutin législatif dernier, et leur absence lors du scrutin présidentiel.

"L'OFFPI n'a pas répondu à ce qu'on attendait d'elle", "il faut reconnaître que les choses n'ont pas toujours été simples et faciles" déclarent les dirigeants

du FPI.

Guei Valère "la nationale" fait de la résistance. Elle s'oppose à la tenue du congrès. Il est trop tôt pour dire combien de sections de l'OFFPI se rendront ce week-end à Bassam.

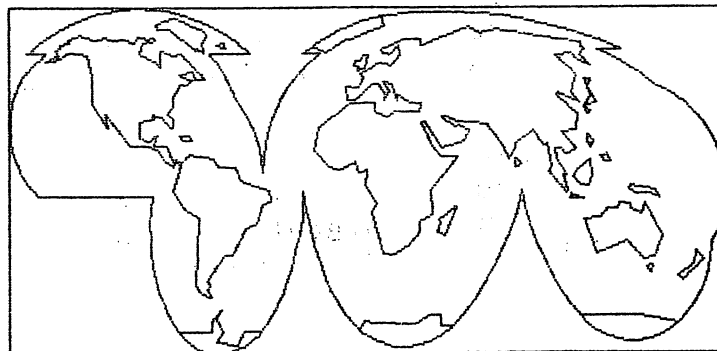
Il est néanmoins vraisemblable que la nouvelle coqueluche Odette Sauyet qui roule aujourd'hui à 100% pour Gbagbo réussisse à ravir le poste à Guei Valère tombée en disgrâce.

Cette dernière s'est lancée à une sorte de fuite en avant en faisant des déclarations du genre "Gbagbo est un ingrat" "Gbagbo veut me tuer" et "il faut enlever Gbagbo".

Cela donne un petit aperçu du genre de relation qui existe dans ce panier de crabes qu'est finalement le FPI.

Tout cela a bien peu de rapport avec la cause des femmes et encore moins avec le "Socialisme" dont les uns et les autres osent encore se réclamer... de plus en plus rarement il est vrai.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

L E U R S O C I E T E

---

"LA COTE D'IVOIRE,  
UN ILOT DE PROSPERITE" . . .  
POUR LES RICHES

Le quotidien français les Echos du 13 novembre rapporte que suite à la dévaluation du franc CFA, 86% des entreprises françaises -interrogées- basées en Côte d'Ivoire s'attendent à une augmentation de leur chiffre d'affaire pour l'année 1996. Il ajoute qu'à l'intérieur de la zone franc, "la Côte d'Ivoire apparaît comme un îlot de prospérité".

Alors, un journaliste de Fraternité-Matin, commentant cet écho, s'interroge doctement, en pensant tromper son lecteur: ces sociétés "peuvent-elles prospérer si la paupérisation est aussi grande que certains l'affirment?"

Bien sûr que ce journaliste sait très bien que ces entreprises françaises ne produisent pas de l'attiéké, de l'alloco ou des bananes braisées pour la consommation locale mais produisent bel et bien pour le marché mondial, principalement pour le marché français.

Or, est-il si surprenant de voir ces entreprises augmenter leurs bénéfices, prospérer plus qu'avant, quand on sait que la dévaluation a divisé presque par deux le revenu des travailleurs, c'est-à-dire la masse salariale payée par les entreprises, alors que le prix de vente à l'exportation lui n'a pas varié?

Est-il si surprenant de voir les riches s'enrichir, quand on sait que le gouvernement a démoli le peu de législation qui protégeait encore un peu les travailleurs face à la rapacité des patrons?

Est-il si surprenant de voir les riches s'en mettre plein les poches quand on sait que le gouvernement a créé de nouvelles lois sur mesure pour que la grande majorité de ces riches ne payent ni des frais de douanes, ni des impôts et bénéficient même souvent d'une ristourne de 100% sur les TVA?

Tout cet argent, les riches l'empochent au détriment du service public en pleine dégradation. Ce n'est pas étonnant dans ce cas de voir les femmes d'Abobo accoucher littéralement par terre et être forcées d'évacuer les lieux le jour même de leur accouchement. Ce n'est pas étonnant que les hôpitaux déjà insuffisants sont devenus payants.

Ne parlons même pas des entreprises d'Etat qui ont été privatisées, bradées cadeau, pour le plus grand bénéfice des riches.

Eh bien non, tout cet argent ne tombe pas du ciel mais de la poche des travailleurs. Le



---

# L E U R S O C I E T E

---

bénéfice qu'empochent tous ces riches c'est du travail non payé.

Ce journaliste écrit, fièrement, 2 jours plus tard dans le même journal, que le commerce est florissant; que dans "les vitrines au plateau, vous y verrez des paires de tennis à plus de... 80.000f" et les "magasins (...) prolifèrent". Ce qui lui permet de conclure que "la reprise économique est réelle".

Mais est-ce que le commerce est florissant dans les quartiers où vivent la grande majorité de la population travailleuse? Est-ce que les travailleurs ont pu normalement, ne serait-ce que scolariser leurs enfants lors de

cette rentrée scolaire 1996? Est-ce que la pauvreté n'a pas pénétré encore plus les foyers des travailleurs, cette année?

Alors, en tentant mensongèrement de faire passer l'enrichissement scandaleux, de plus en plus visible, des riches au détriment des travailleurs comme signe d'une relance économique, ce journaliste, comme tous ses semblables, ne fait que son travail de larbin qu'il est au service des riches.

La paupérisation pour la majorité et la richesse pour la minorité, c'est ça la réalité du système capitaliste. Vivement que les travailleurs y mettent fin.

**LEUR JUSTICE!**

Deux manoeuvres ont effectué un travail de nettoyage de terrain qui devait leur rapporter 20.000f à chacun. Seulement, une fois les travaux terminés, l'employeur refuse de leur donner leur salaire.

Les deux manoeuvres sachant d'expérience que se plaindre devant la justice serait vain, se sont rendus chez leur employeur et se sont servis en

nature en mettant la main sur quelques appareils électroménagers. Justice est faite diriez-vous! Eh bien non! La justice des riches ne l'a pas entendu de cette oreille puisque les 2 manoeuvres ont été condamnés à 18 mois de prison ferme et 100.000f d'amende. Ils ont appris à leurs dépens que ce qu'on appelle "la justice" n'est que la justice des riches contre les pauvres!

---

**L E U R S O C I E T E**


---

**"Y A TOLE ET TOLE" . . .  
Y A BANDIT ET BANDIT**

Voilà un fils d'un ex-ministre, un riche, qui injurie et menace de tuer à l'aide d'un fusil de chasse les employés de maison de son père qui ne lui ont surtout rien fait. Ils n'ont eu la vie sauve que parce qu'ils ont réussi à s'enfuir et se à cacher.

On apprend par les journaux

que ce voyou n'est pas à son premier forfait.

Le tribunal ne l'a condamné qu'à 2 mois de prison. Certainement que le juge a eu peur de "mouiller son pain". Et parions que ce criminel ne passera même pas un seul jour à la Maca.

**UNE SOCIETE POURRIE . . .**

Ivoir'Soir du 20 novembre nous rapporte cette histoire de la petite Angèle qui a été enlevée à ses parents il y a de cela 3 ans, alors qu'elle n'avait que 12 ans.

Comme beaucoup de petites filles de pauvres de Bondoukou, de Bonoua, d'Abidjan ou d'ailleurs, Angèle a été faire un travail de "bonne" chez un riche, en l'occurrence, ici, l'ex-ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire.

Des Angèle, il y en a des dizaines de milliers dans ce pays. Tous les riches d'Abidjan et même les moins riches, les médecins, les professeurs, les députés, ...les journalistes, en

ont une ou plusieurs qui leur servent d'esclaves, de bonnes à tout faire. Et ce n'est pas ce qui émeut le rédacteur de l'article d'Ivoir'Soir. Parce que ce fait scandaleux ne l'est pas aux yeux de ces gens-là. Parce que, eux-mêmes, ils en profitent.

Ce qui scandalise le rédacteur d'Ivoir'Soir c'est le fait que la victime est une jeune "ivoirienne" qui a été enlevée par un "Marocain" et emmenée au Maroc.

A défaut de n'avoir rien à y dire sur l'exploitation des enfants comme bonnes ou comme prostituées; à défaut de n'avoir rien à dire sur le système

---

## L E U R S O C I E T E

---

capitaliste, ces gens-là mettent l'accent sur l'origine "Ivoirienne" d'Angèle pour toucher le coeur de leurs lecteurs bourgeois. Mais ces bonnes qui travaillent à la trique chez tous ces bourgeois ne sont-elles pas pour la plupart des "Ivoiriennes"?

Alors, ils font semblant de pleurer sur le fait que "la pauvre Angèle" n'a même pas eu le temps de "connaître" et "d'aimer son pays". Ils se moquent des travailleurs! Est-ce que les travailleurs qui peinent durement dans les entreprises des riches à Abidjan, qu'ils soient Burkinabé, Ivoirien, Ghanéen ou Malien, connaissent-ils leur pays? En

ont-ils les moyens? Alors, à plus forte raison, les petites bonnes, séquestrées qu'elles sont!

Ce sont justement tous ces exploiters qui empêchent les travailleurs d'"aimer ce pays". C'est eux qui transforment la vie de millions de gens en existence misérable où ils n'ont le droit que de souffrir et de peiner toute leur vie sans jamais pouvoir jouir du fruit de leur labeur.

Le seul salut pour les travailleurs c'est de détruire ce système injuste pour construire une autre société plus juste à la place!

**LES COURS DU CAFE,  
AU GRE DES INTERETS CAPITALISTES**

On apprend que le cours du café est en chute libre depuis quelques jours. Pourquoi? La qualité du café est-elle mauvaise? Les cultivateurs de café dans les campagnes ont-ils gagné trop d'argent? Oh, que non! Le système capitaliste ne prend surtout pas en compte ce que gagne ou pas l'ouvrier agricole qui s'échine jour après jour, toute sa vie durant, dans les plantations de café, au détriment de sa propre vie. Que les cours du café soient élevés ou pas, cet ouvrier ou ce petit paysan ne sentira que le goût amer du café

et la douleur dans les reins. Eux, les riches les ignorent royalement, même s'ils en crèvent à la tâche.

Nos gouvernants et leurs laquais de journalistes font semblant de pleurer sur la baisse des cours actuels. Mais ils n'ont qu'à en vouloir à leur propre système capitaliste barbare où le plus riche est le plus fort. N'est-ce pas ces mêmes gens qui nous chantent par ailleurs, à longueur de journée, que leur système capitaliste est le meilleur des systèmes?

---

**L E U R S O C I E T E**


---

**RENCONTRE F.A.O.  
LE MONDE A L'ECOUTE DE BEDIE:  
"L'AFRIQUE MEURT DE FAIM, IL FAUT L'AIDER"**

De quelle Afrique parlent donc tous ces Bédié ventrus qui se sont réunis à Rome tout dernièrement? Tous ces multimillionnaires avec leur grosse mercedes ou leur patrol qui inondent aujourd'hui la ville d'Abidjan, où ont-ils gagné toute cette richesse? Meurent-ils donc de faim?

Le jour où les travailleurs s'organiseront, ils pourront représenter une force capable de demander des comptes et exproprier tous ces affameurs, qui paradedent et font semblant de pleurnicher sur le sort des gens qu'ils appauvrissent davantage d'année en année.

**CELEBRATION DE LA "JOURNEE DE LA PAIX"**

Comme tous les ans à la même date, les travailleurs ont eu droit à un jour de repos -non payé pour la majorité d'entre eux- à l'occasion de ce que les riches appellent "la journée de la paix".

Remarquez, on les comprend les nantis! Ils se sont enrichis encore plus cette année, comme peut-être jamais par le passé. Ils n'ont aucun souci d'argent, de maladie, de scolarité, etc. Malheureusement du côté des travailleurs, ils ont eu encore la paix cette année: il n'y a pas eu trop de grèves. Quelques coups de colère ont éclaté ça et là, mais pas de quoi empêcher les riches de s'enrichir en paix.

Les Imams, les pasteurs, les évêques, ainsi que tous leurs semblables, ont pu encore prier leur dieu pour que "continue de souffler le vent de la paix et de la prospérité sur la Côte d'Ivoire".

Si les riches vivent dans la paix, en est-il de même des foyers des travailleurs des usines, du bâtiment, de la fonction publique?

On ne peut pas croire qu'une mère soit en paix quand elle voit son enfant mourir à petit feu tout simplement parce qu'elle manque du peu de moyens qu'il aurait fallu pour acheter des médicaments pour le sauver.

---

## L E U R S O C I E T E

---

On ne peut pas croire que les parents des pauvres soient en paix quand ils sont obligés de se séparer de leurs enfants pour servir de boys ou de bonnes chez les riches avec les risques réels de viols, de mauvais traitements que ces gosses vont subir?

On ne peut pas croire que les pères de famille soient en paix quand ils voient que leur salaire, malgré toutes les souffrances, tous les efforts consentis, toute leur dignité bafouée par les patrons qui les emploient, ne suffit pas à assurer les loyers, à nourrir, à

soigner, à vêtir les siens.

Mais qu'importe aux riches, ainsi qu'au gouvernement, aux journalistes, aux imams et autres prêtres à leur service, que cette paix soit une atrocité pour les pauvres. Après tout, ces parasites vivent bien justement parce que les pauvres vivent mal!

Alors, cette paix n'est pas la nôtre. La paix pour les travailleurs et tous les exploités ne viendra que le jour où les riches rendront gorge!

### REGLEMENT DE COMPTE ENTRE IMAM, DOZOS ET POLICIERS

Un imam d'une mosquée de Gagnoa s'est adressé à ses fidèles en ces termes: "Si un dozo meurt, il n'est pas question qu'un fidèle s'approche de son corps, car il n'est pas un musulman". Considérant ces propos comme provocateurs à leur endroit, des dozoz se sont rendus au domicile de l'imam et l'ont ligoté avant de le passer à tabac.

Un autre dozo qui, lui, pratique l'animisme et se proclame chef des dozoz, en a profité pour demander l'intervention de la police officielle afin de libérer le serviteur d'Allah, et par la même occasion, faire coffrer ses

subordonnés indisciplinés et musulmans de surcroît.

Par ces temps de crise, les dozoz, les imams, les prédicateurs en tout genre, la police, les sociétés de gardiennage, les sorciers et les charlatans et escrocs, prolifèrent. Il est également vrai que les voyous prolifèrent aussi. Mais les gardiens de l'ordre moral et ceux de l'ordre physique sont avant tout, des gardiens du même ordre capitaliste injuste et inégalitaire.

Les premiers s'attribuent comme rôle de faire miroiter aux

---

## L E U R S O C I E T E

---

gens pauvres, un paradis dans le ciel après la mort, pour mieux faire accepter l'enfer du système capitaliste sur terre.

Les seconds sont dressés à utiliser la brutalité et la violence physique contre ceux qui refusent la mort lente engendrée par la misère.

Alors de temps en temps tous ces gardiens de l'ordre en viennent à se taper dessus car

ils se font une certaine concurrence à pêcher tous dans les mêmes eaux troubles de ce système.

Cela prête plutôt à sourire. Mais il ne faut pas perdre de vue que lorsque les requins se dévorent les uns les autres, ce n'est jamais pour le bien-être des petits poissons!

### A ESCROC, ESCROC ET DEMI

Trois commerçants se sont fait escroquer 29 millions par trois serviteurs de dieu. Il s'agit de trois marabouts qui ont promis en échange des 29 millions une somme de 11 milliards. Disons que c'est une affaire entre escrocs et il n'y aurait rien à y dire si ce n'est que des travailleurs, des ouvriers d'usines, des petites ménagères, des manoeuvres, des petits employés de bureau, se font arnaquer chaque jour par toutes ces sectes qui prolifèrent dans les quartiers; par toutes ces mosquées et ces églises catholiques, protestantes et autres croyances genre astrologie

qui n'en finissent pas de surgir.

Oh, ces travailleurs ne se font pas escroquer des millions de francs car chacun d'eux n'en possède pas. Mais ils se font escroquer dans leur chair, moralement, par tous ces prédicateurs de malheur qui prônent la soumission, la résignation, l'acceptation de la misère, dans laquelle les riches les maintiennent. Alors non, il ne s'agit pas ici de 29 millions de francs... mais de bien plus... du droit à la vie pour les pauvres, sur cette terre!

\* \* \* \* \*  
 \* \* \* \* \*  
 \* \* \* \*  
 \* \*  
 \*

**L'HUMANITAIRE AU SERVICE DES  
PUISSANCES IMPERIALISTES**

Depuis quelque temps, des combats se déroulent dans la région de Kivu, dans l'est du Zaïre. Ils opposent les soldats de la dictature de Mobutu aux bandes armées d'un mouvement dit de libération du Zaïre. Ce dernier est composé de Tutsis zaïrois soutenu par Kigali. Mais très vite ces combats ont fini par se généraliser, car, profitant de la situation ainsi créée, les troupes rwandaises sont intervenues dans la région pour en finir avec le reste de l'armée de l'ancien dictateur Habyarimana, formé essentiellement de Hutus hostiles au nouveau pouvoir à majorité Tutsi installé à Kigali. Ainsi, même les camps de réfugiés rwandais construits dans le Kivu se sont trouvés pris dans la tourmente de la violence et des affrontements.

Du coup, pris en otage par les différents groupes armés, des centaines de milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, ont fui les zones de combats sans véritablement savoir où aller, démunis de tout, sans nourriture, sans eau potable, sans soins, sans abri, et finalement livrées à la famine et aux maladies. On parle de plus d'un million de personnes réduites à cette situation, dont 1.200 meurent chaque jour, selon Médecins sans frontières.

Cependant, le moins que l'on puisse dire est que, à part quelques responsables d'organisations humanitaires qui demandent que des secours rapides

soient mis sur pied, c'est de façon hypocrite que ceux qui s'agitent et semblent préoccupés par cette situation le font. Pour la plupart, le sort des réfugiés est le cadet de leurs soucis. Ils ne sont intéressés que par le profit dont ils pourraient en tirer. C'est le cas, par exemple, du côté de Kigali, la capitale du Rwanda, où est de mise un cynisme qui n'a d'égal que les visées criminelles des assassins qui dirigent ce pays: soupçonnant les camps de réfugiés d'abriter des militaires Hutus hostiles à leur pouvoir, les autorités rwandaises ont fermé leurs frontières, empêchant ainsi toute intervention au secours des populations désespérées. Elles espèrent que le pourrissement de la situation, la faim, les maladies, etc, finira par obliger les réfugiés à rentrer au pays et à les mettre ainsi sous leur contrôle.

Il en est de même des responsables des bandes armées hostiles à Mobutu. Le sort des réfugiés, la forte médiatisation de leur situation est pour eux une aubaine qui leur permet de sortir de l'anonymat et de s'affirmer comme des interlocuteurs dont il faut tenir compte, soit pour régler le problème des réfugiés soit pour trouver une solution à la crise politique au Zaïre.

Mais ce sont les dirigeants des pays impérialistes qui détiennent la palme d'or de

l'hypocrisie dans cette situation. Alors que cela fait des dizaines de jours que dure la tragédie des réfugiés rwandais, les différentes puissances économiques mondiales, la France, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada, etc, et les organismes internationaux à leur solde tels que l'ONU, ont fait du sur place. Des jours durant, ils ont brillé par leur "incapacité" à réagir, passé du temps à des concertations inutiles et se regardaient en chiens de faïence pour voir qui s'engagerait le premier.

Ce n'est pas un hasard si des pays comme les Etats-Unis, la France, qui, en d'autres circonstances, ont su, en peu de temps, trouver des moyens colossaux pour faire la guerre au dictateur Saddam Hussein ou pour intervenir rapidement dans certains pays d'Afrique ou des Caraïbes afin de porter secours à leurs valets au pouvoir, semblent "impuissants" devant le drame des réfugiés rwandais. En réalité, derrière cette attitude attentiste des grandes puissances, il y a une sourde lutte d'influence et d'intérêts qui oppose notamment la France et les Etats-Unis.

Depuis la chute d'Habyarimana, ce dictateur protégé, armé et financé par la France, et l'arrivée au pouvoir à Kigali du Front Patriotique Rwandais, l'impérialisme français ne jouit plus de la même estime des dirigeants qu'avant à Kigali. Dans la région, son influence s'est réduite au Zaïre où il continue de s'appuyer sur les restes de l'armée et des miliciens Hutus regroupés dans la région du Kivu. Aussi, dans ces événements, ce qui fait peur à l'impérialisme français qui veut à tout prix avoir un rôle à jouer dans la région, c'est une défaite

sanglante des restes de l'armée d'Habyarimana. Il est surtout effrayé par une éventuelle aggravation de la crise politique dans laquelle le Zaïre ne cesse de s'enfoncer depuis des années. Il craint que le développement de la situation ne conduise à une situation de troubles plus grands qui risqueraient de déboucher sur une remise en cause de l'ordre au Zaïre et en même temps de ses intérêts dans le pays, notamment dans la région du Kivu réputée pour ses richesses minières non exploitées. C'est pourquoi il est le premier à solliciter une intervention militaire sous l'égide de l'ONU dans le but de maintenir l'état actuel des choses, d'une part, en remettant en selle le dictateur Mobutu et, d'autre part, en évitant une débâcle de ses partisans, les soldats et les miliciens de l'ancienne dictature d'Habyarimana.

Les visées de l'impérialisme américain sont autres. La victoire du Front Patriotique grâce à l'appui de l'Ouganda a fait basculer le Rwanda dans la zone d'influence américano-britannique. Depuis lors, les Etats-Unis soutiennent la nouvelle dictature installée à Kigali, notamment son armée dont le principal chef est Paul Kagamé, un homme qui prétend être farouchement opposé à la France et pour qui tous les moyens sont bons pour en finir avec les restes des bandes armées hutues, même si c'est l'ensemble des réfugiés qui doit en payer le prix fort. Ainsi s'explique le peu d'empressement des autorités américaines à emboîter le pas à leurs collègues françaises réclamant d'urgence une intervention militaire. Dans la perspective d'agrandir son influence dans la région, l'impérialisme



américain, qui soutient par ailleurs l'opposition zairoise, notamment son chef de file Tshisékédi, ne voit pas d'un mauvais oeil que Kigali et ses alliés opposés à Mobutu marquent des points. Il compte peut-être se servir de ces événements pour procéder à une redistribution des cartes en sa faveur, y compris en prenant le risque de voir les troubles se développer à l'intérieur du Zaïre, un pays aux richesses naturelles colossales sous la coupe des impérialisme français et belge.

Le compromis que les autorités américaines et françaises sont en passe de trouver pour intervenir ensemble sous l'égide de l'ONU ne signifiera pas la fin de cette rivalité. Le fait que les Américains, s'ils y vont, veulent garder leur autonomie de commandement et d'organisation

est fort significatif à cet égard. Ce compromis -si compromis il y a- pourrait juste vouloir dire qu'ils sont d'accord pour y aller ensemble, mais sur place chacun défendra ses intérêts.

Dans tous les cas de figure, quelles que soient les intentions des uns et des autres, cette intervention n'a pas pour objectif de venir en aide aux populations de la région victimes des combats criminels que leur imposent les différentes bandes armées. L'humanitaire ici n'est qu'un prétexte. Par cette intervention, ce sont leurs intérêts dans la région que les différentes puissances impérialistes cherchent à défendre. Du sort des réfugiés comme des populations de la région, elles n'en ont cure en réalité.

+ + + + + + + + + + + + + + + + +  
 + + + + + + + + + + + + +  
 + + + + + + + + + +  
 + + + + + + + +  
 + + + + +  
 + + +  
 +

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.